Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 7 FÉVRIER 1846.

Importation de sucre effectuée après la mise à exécution de la loi
du 4 avril 1843 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (1),

PAR M. LYS.

MESSEIERS,

Un projet de loi a été présenté par le Gouvernement, le 14 janvier 1844, tendant à établir le droit d'accise à percevoir sur les 2006 caisses de sucre brut de canne, chargées à La Havane et à Matanzas, sur le navire espagnol *Fama Cubana*, comme si l'importation de la cargaison avait eu lieu avant la mise à exécution de la loi du 4 avril 1843.

J'ai eu l'honneur de vous présenter, le 16 février suivant, le rapport de la section centrale, qui n'avait pas accueilli ce projet de loi.

Le 2 décembre dernier, M. le Ministre des Finances a produit l'amendement suivant, ou plutôt un article unique, remplaçant celui qui avait été présenté le 16 janvier susdit :

« Les dispositions de la loi du 4 avril 1843 seront appliquées au chargement
» du navire *Fama Cubana*, arrivé à Anvers, le 3 juillet 1843, chargé de
» 2006 caisses de sucre brut de canne.

(1) Projet de loi n^o 159, }
Rapport, n^o 209, } session de 1843-1844.
Amendement du Gouvernement, n^o 30.

(2) La section centrale, présidée par M. VILAIN XIII, était composée de MM. VAN DEN STEEN, DE VILLEGAS, DUVIVIER, DE RENESSE, DE MEESTER et LYS.

» Toutefois , les permis d'exportation formant excédant sur le compte des
» $\frac{6}{10}$ de l'accise , qui sera ouvert pour ce changement , pourront être imputés en
» décharge d'un autre compte des $\frac{6}{10}$ de l'accise pour sucre de canne. »

La section centrale a reconnu que, par cet amendement, on sauvegardait les véritables principes de la législation, qu'elle avait soutenus dans son premier rapport.

Le Gouvernement se borne aujourd'hui à provoquer un acte d'équité : les sucres raffinés provenant du chargement de ce navire, ont été exportés jusqu'à concurrence des $\frac{9}{10}$ de l'accise ; d'après le compte à établir, en conformité de la loi de 1843, il ne devrait comporter que $\frac{6}{10}$, on vous demande que les permis d'exportation qui formeront excédant, puissent être appliqués en décharge d'un autre compte.

La position de l'acheteur, la considération que l'État s'abstiendra seulement de percevoir l'accise sur des quantités qui, en fait, n'ont pas été livrées à la consommation, ont engagé votre section centrale à vous proposer l'adoption du projet de loi ainsi amendé.

Le Rapporteur,

LYS.

Le Président,

V^{te} VILAIN XIII.